

La croissance repart-elle sur de bonnes bases en France?



Article rédigé par *Christian de Moliner*, le 11 octobre 2017

source [Boulevard Voltaire]

Selon les dernières estimations, notre taux de croissance atteindra 1,8 % en 2017 (un record depuis 2011) et 1,6 % en 2018.

M. Macron serait-il chanceux ? Selon les dernières estimations, notre taux de croissance atteindra 1,8 % en 2017 (un record depuis 2011) et 1,6 % en 2018. Cependant, le PIB de la zone euro croîtra en moyenne de 2,3 %, cette année et de 1,9 % l'an prochain. L'Allemagne fera, bien sûr, mieux que nous et des pays comme la Lettonie, la Roumanie, le Luxembourg ou le Portugal verront leur PIB augmenter de plus de 3 %. *A contrario*, l'Italie, la Grande-Bretagne (qui commence à ressentir les effets néfastes du Brexit) et la Belgique feront moins bien que nous. Cependant, nous sommes actuellement 20e sur 28 en Europe, ce qui montre la médiocrité de notre performance.

De plus, le commerce extérieur qui a « mangé », en 2016, 0,8 point de croissance n'en détruira plus, cette année, que 0,3 %, la construction se redresse enfin et les marges des entreprises s'améliorent (du fait du CICE cher à l'ancien Président, mais dont le coût semble exorbitant pour le peu de résultats obtenus).

Néanmoins, cette reprise est fragile. Si l'investissement se tient bien (mais sans excès), la consommation des ménages ne progresse pas. Or, il s'agit du moteur principal, celui qui rend une expansion durable. En cause : une stagnation persistante des salaires et une faible inflation (ce qui constitue un mystère pour les économistes). De plus, les mesures gouvernementales ne redonneront pas du pouvoir d'achat aux Français, bien au contraire. L'augmentation de la CSG consiste à voler trois milliards aux retraités et à les donner à la fin 2018 aux salariés. Quant à la baisse de la taxe d'habitation, elle ne sera que d'un tiers et sera intégralement mangée par la hausse des impôts fonciers. En outre, l'augmentation des taxes sur le diesel coûtera dix milliards aux Français (souvent modestes).

Le taux de chômage risque de stagner. En effet, notre économie crée de nouveaux emplois à partir de 0,8 % de croissance mais, comme notre démographie est dynamique, il y a plus de jeunes qui arrivent sur le marché du travail que de personnes prenant leur retraite (la différence est de 120.000 par an), d'autant plus que le durcissement des règles pousse les Français à retarder l'âge où ils font valoir leurs droits à pension. De plus, le gouvernement a supprimé, au second semestre 2017, 150.000 emplois aidés mis en place en 2016 par M. Hollande dans une vaine tentative pour se faire réélire. Pour ne rien arranger, la prime à l'embauche a été également abrogée (mais celle-ci était peu efficace et avait surtout un effet d'aubaine). En outre, il semble que le travail féminin progresse sensiblement, même s'il s'agit souvent d'emplois à temps partiel, mal rémunérés.

M. Macron vient d'arriver au pouvoir. Le budget 2018 sera le premier à porter sa marque. Réussira-t-il là où ses deux prédécesseurs ont échoué ? J'espère pour mon pays qu'il y arrivera, mais sa politique basée sur beaucoup d'approximations et sur quelques mensonges me laisse plus que dubitatif.